

sur les principes communistes. De fait, les compagnies étrangères avaient peu d'accès à ce marché. Les traditions de cette époque perdurent encore malgré la chute du bloc communiste. Les structures économiques déficientes qui ont contribué à l'éclatement de la Yougoslavie sont toujours en place et les réformes ont été entravées par l'éclatement des guerres.

En Bosnie, la bureaucratie, la corruption, les douanes, le système légal et un taux de taxes élevés découragent les investisseurs étrangers. Par ailleurs, le climat politique instable de la région effraie encore la plupart des investisseurs potentiels. Même si certaines multinationales telles Coca-Cola ou Volkswagen sont parvenues à faire des affaires en Bosnie ce fut au prix de nombreuses difficultés et dans des perspectives d'avenir difficile. De fait, les opportunités d'investir en Bosnie se retrouvent essentiellement au sein des vastes programmes de reconstruction des institutions internationales. L'Agence canadienne de développement international (ACDI) participe à plusieurs projets de reconstruction. Toutefois, ces travaux sont surtout effectués par les OIG, les ONG ou les entreprises spécialisées dans la consolidation de la paix. On ne retrouve pas de compagnies canadiennes correspondant aux critères définis pour cette étude.

Le financement majeur de la communauté internationale devant chuter considérablement après 2000, le secteur privé devra prendre la relève afin de permettre de maintenir la croissance économique. Les petites et moyennes compagnies qui ont bénéficié de l'aide étrangère pour se développer devront prendre la relève. La croissance économique bosniaque dépendra de celles-ci ainsi que du développement et de la restructuration des grandes compagnies déjà présentes.

Croatie

La situation économique est plus favorable en Croatie qu'en Bosnie sans toutefois atteindre les résultats de la Slovénie qui est incontestablement le pays provenant de la dissolution de l'ex-Yougoslavie qui est le plus en avance démocratiquement et économiquement. Les sociétés canadiennes hésitent donc encore à investir en Croatie. Toutefois, le changement de pouvoir, le retrait du HDZ (parti nationaliste de Franjo Tudjman) en faveur d'un gouvernement plus modéré et